**LIGUE DES DROITS DE L’HOMME ET DU CITOYEN**

**DE NOUVELLE-CALEDONIE**

Nouméa, le 3 juillet 2003

LDH-NC - Communiqué n°33

            Décidée en  dehors de la règle démocratique qui aurait nécessité la bonne information des populations et des études d'impacts  écologiques et socio-économiques, la proposition de fournir à un **tarif ridicule** le domaine de la baie de Prony à INCO constitue **une atteinte gravissime** aux droits et aux intérêts des citoyens de Nouvelle-Calédonie.  
  
            Il s'agit d'une **spoliation** qui va mettre en péril le développement durable de notre pays et compromettre radicalement l'avenir de nos enfants en réalisant **une amputation indéfendable de notre patrimoine national.**  
            Ce projet relève du capitalisme le plus sauvage. Il aura pour effet immédiat de remettre en question la viabilité du Projet SMSP/Falconbridge du Nord, constituant une forte menace de déstabilisation économique et sociale Il mettrait en péril le résultat de tous les Accords passés en bafouant tout autant les droits fondamentaux du peuple autochtone que ceux de tous les calédoniens en général.   
  
            De plus, les conditions industrielles prévues dans ce projet augmenteront les risques de destruction du lagon sud, alors qu'on n'a pas encore mesuré les conséquences de l'implantation du premier projet de Goro-Nickel.

            Enfin, la tout à fait possible surproduction de nickel et de cobalt aurait pour effet la baisse des prix à notre entier désavantage.  
  
            La reconnaissance culturelle n'est qu'une mascarade lorsqu'elle ne s'accompagne pas des moyens économique set sociaux allant dans le sens de la répartition juste et raisonnable des richesses. Hors ces considérations les droits de l'homme n'existent pas.  
  
           La Ligue des Droits de l'Homme de Nouvelle Calédonie appelle toutes les citoyennes et tous les citoyens à participer au rassemblement exceptionnel, **baie de la Moselle ,** le **5 juillet 2002 à 9 heures**, pour montrer leur détermination et défendre les droits fondamentaux garants de notre avenir commun.

                                                                                                                Le Bureau